

Secrétariat **Réseau Européen Congo (REC)**

c/o N.C.O.S.

Vlasfabriekstraat 11 (Rue de la Linière)

1060 BRUXELLES. Belgique.

Tél.: 32-2/539.26.20// Fax: 32-2-539.13.43

E-mail: jules.devos@ncos.ngonet.be

REC-info n° 10 / 98

(30 octobre 1998)

** Ce bulletin est élaboré pour mettre à la disposition des membres du REC certaines informations en rapport avec la situation politico-militaire et socio-économique qu'on ne retrouve pas dans les médias habituels, ainsi qu'en rapport avec le travail de la société civile.*

** Le contenu du bulletin dépend en grande partie des informations que les membres du REC veulent bien transmettre au secrétariat du REC. D'où un appel pressant pour qu'on **communique des informations intéressantes écrites, y compris et surtout des régions**.*

** En ce qui concerne les sources, elles sont mentionnées là où il n'y a aucun problème pour la sécurité personnelle des informants; dans les autres cas, la source n'est pas mentionnée mais est connue au secrétariat.*

(Le matériel contenu dans ce communiqué peut ne pas refléter toujours les points de vue du REC. Celui-ci n'accepte aucune responsabilité sur la précision des sources originales).

Le gouvernement et l'Etat : politique

** Le ministre d'État chargé de l'Intérieur, M. Gaëtan Kakudji est actuellement soigné au centre hospitalier universitaire-CHU de Bavière à Liège (Belgique). Selon des sources concordantes, il ne sera plus en mesure de reprendre du service à la tête de son département. (AIPS, 9/10).*

** Le marché du disque kinois connaît une sorte de saison sèche pour laisser fleurir ce qu'il convient d'appeler le retour de la 'chanson révolutionnaire' et qui rappelle bien une époque qu'on croyait définitivement révolue.*

Cela avait commencé avec « Mwana Mpwo », la chanson à la gloire du Franc Congolais. Et comme « ça marche très bien », en dépit du fait que sous nos yeux le FC pique terriblement du nez, nos artistes musiciens n'écoutant désormais que leur « nationalisme », ont récidivé en lançant « Tokufa po na Congo », un appel à la mobilisation pour soutenir aussi Mzee Laurent-Désiré Kabila.

Donc, ici aussi « ça marche très bien ». Traduction ; nos artistes-musiciens ont trouvé un nouveau job qu'il faut situer entre la politique spectacle et la profession de griots de la Cour du Roi... A chaque audience du Chef, ils sont là, comme pour amuser la galerie. On en retrouve même dans les suites les plus officielles des voyages du Président. D'autres, autoproclamés « Conseillers » ou « Présidentes » demandent à être protégés par des gardes du corps.

Reste maintenant qu'on nous dise combien ce « nationalisme » coûte à la Nation. Hormis l'ancêtre Wendo Nkolosoyi dont tout le monde sait qu'il a été gratifié d'une villa et d'une 4x4, c'est le brouillard le plus complet sur la « motivation » des autres qui pourrait expliquer tant de disponibilité. (DIA 12/10 - Le Phare).

Fernand Tala Ngai aurait été arrêté pour détournement de fonds publics, a indiqué RFI. Selon la radio, des rumeurs sur son soi-disant lien avec les rebelles circulent également à Kinshasa. (Irin, 21/10)

* Après la notification du 6/10 de la décision de la cour d'appel rendue fin avril, le tribunal reconnaît au seul André Bo-Boliko Lokonga le droit de faire usage du label PDSC (Parti Démocrate et Social Chrétien), tel que ce parti a été fondé et enregistré en 1991, au détriment de l'aile Kititwa. Cette décision met un terme à la coexistence de deux ailes du PDSC qui se disputent la paternité du parti depuis la mort de son fondateur, Joseph Ileo Songo Amba. Le litige sur la paternité remonte à 1994 avec le ralliement de Kititwa et d'autres responsables du parti au cartel à l'URD de Kengo wa Dondo. Le décès de papa Ileo a consacré la séparation entre Bo-Boliko et Kititwa. (DIA 14/10 - Le Soft)

* Sous la houlette de son président, le ministre de la justice Mwenze Kongolo, la *Commission des réformes institutionnelles* près la présidence de la République a adopté, le 20/10, à l'unanimité, le projet de constitution et le rapport final sanctionnant la fin de ses travaux. (...) Reste donc que le projet de Constitution soit soumis au référendum populaire après les avis et considérations du chef de l'Etat. Mais, la grande question c'est celle de savoir comment les partis politiques et les rebelles à l'Est du pays se sentiront concernés par un projet de Constitution dont ils ont été ignorés, pour ne pas dire exclus à l'élaboration. (DIA. 23/5 - Le Potentiel).

Le projet de constitution sera soumis à l'appréciation des différents groupes d'opinion du pays, car d'après le Kabila, la Constitution doit associer toutes les couches de la société. La nouvelle constitution prévoit un statut de l'opposition et devrait accorder la nationalité à 'tout Congolais dont les

tribus se trouvaient au Congo au 1er août 1885' (cfr Constitution de Luluabourg repris par la CNS). Le président de la République et les gouverneurs de province seront élus au suffrage universel, tandis que les institutions importantes du pays, tels que la Banque centrale, la Cour des Comptes, la Cour Constitutionnelle seront dirigées par des Conseils d'Administration dont les membres proviendront de toutes les provinces (Pana, 25/10).

Innovation de taille: la suppression dans le texte du passage qui faisait de la RDC un état « unitaire ». Les 12 sages de la commission ont préféré à la place définir la RDC comme un état « souverain et indivisible ». A partir de là, logiquement, les relations entre le pouvoir central et les provinces ont été agencées en conformité avec cette nouvelle option. Les provinces recevront une plus grande autonomie et à ce titre, elles auront les pleins pouvoirs pour « élire » leur gouverneur, leur parlement et avoir des matières à compétence exclusive.

En matière financière, les provinces pourront se voir rétrocéder 40% des recettes réalisées sur leur territoire. Dans l'ancien texte, le taux proposé était de 30%. La dernière innovation qui mérite d'être relevée concerne l'instauration du poste d'un premier ministre responsable devant le parlement de la conduite des affaires du pays et qui devrait être choisi par le chef de l'Etat au sein du parlement ou au dehors. (DIA 28/10 - La Cité Africaine).

* Selon des sources aéronautiques privées à Kinshasa, des avions de combats zimbabwéens ont déjà quitté la capitale congolaise pour Kananga, dès la chute de Kindu. Les mêmes sources assurent que les forces pro-Kabila disposent désormais d'au moins une vingtaine d'avions de combats, répartis sur plusieurs aéroports. L'armée zimbabwéenne, qui dispose de près de 3.000 hommes en RDC, a également acheminé du matériel et des munitions à Lubumbashi, ajoutent ces sources.

De son côté, l'Angola a considérablement renforcé son dispositif en RDC en dépêchant ces derniers jours à Kinshasa des hélicoptères de combats MI-24 et MI-25. Ces hélicoptères peuvent également atteindre, depuis Kinshasa, les positions de l'UNITA .
(...)

Dans ses déclarations, le président Mugabe a clairement laissé entendre qu'il existait un accord tacite entre alliés de M. Kabila et de la rébellion pour ne plus avancer. Selon M. Mugabe, le Rwanda a violé cet accord en participant aux combats à Kindu, alors que ni les Angolais, ni les Zimbabwéens n'ont bougé. (...) Si Luanda s'est toujours prononcé pour une solution politique en RDC, l'armée angolaise a, dès le début du conflit, clairement signifié aux rebelles et à leurs alliés qu'elle ne tolérerait pas que les "intérêts vitaux" de l'Angola soient menacés. (...) L'armée angolaise, qui veut priver les forces de Savimbi de

toute base arrière, ne peut accepter de voir le Katanga et le Kasai, frontaliers de l'Angola, tomber aux mains des rebelles. D'autant que la chute de la province diamantifère du Kasai risquerait d'aboutir à un accroissement des moyens financiers des fidèles de Savimbi (APF, 22/10).

Economie

* Les exportations congolaises de diamants, en août 1998, ont subi une baisse de 13,02% en quantité et de 20,27% en valeur par rapport à celles du mois de juillet dernier, relève le Centre national d'expertise des substances minérales précieuses (CNE) dans son dernier rapport, à cause de la guerre (ACP, 6/10).

* Budget: déjà une impasse de plus de 150 millions USD. Le budget de la RDC, en parfait équilibre, cas jamais égalé tout au long de la 2^e République, avait atteint la hauteur de l'équivalent de 744.445.511 \$ US. Avec une structure de recettes fiscales et non fiscales comptabilisées à 91,83% et des recettes pour ordre représentant les 8,17%. Un pourcentage de 54,72% de recettes fiscales devrait provenir de l'Ofida et de la DGC. Le reste devait être couvert d'apports de la Gecamines, de la Miba et du secteur pétrolier. Enfin la Dgrad et l'Ogedep devraient donner le solde avec les recettes non fiscales. A ce jour, vient de reconnaître le ministre Tala Ngai Fernard, ce montage budgétaire est déjà fortement désarticulé par la bousculade qu'a provoquée la guerre. Le ministre des Finances et Budget a estimé le décalage actuellement à plus de 150 millions de dollars US. La Dgrad tablait sur quelque chose comme 6 millions USD en août, avec une tendance sans cesse croissante pour atteindre le niveau de 10 millions USD. Il convient de noter que depuis le démarrage effectif des activités de la Dgrad en 1996, les recettes budgétaires encadrées par cette institution financière ne font qu'augmenter dans la masse globale des recettes réalisées. C'est ainsi que de moins de 10 millions USD en 1996, les recettes sont passées à 17.806.903 USD, puis à 23.411.983 USD en 1997. (DIA 9/10. - La Bourse).

* La Compagnie aérienne sud-africaine, South African Airways, SAA a aussi annoncé la suspension de tous ses vols à destination de la RDC, suite à l'attentat porté il y a deux semaines contre le Boeing 727 de Congo Airlines au décollage de Kindu. (DIA 23/10 - Le Palmarès).

* Créée à l'initiative de quelques expatriés et nationaux, Exaco (Exportation Artisanale du Congo) est une entreprise d'exploitation minière artisanale. La société emploie près de 800 travailleurs à la province du Katanga. Financée sous garantie de Cobalt Chemical Distribution S.A. (CCDSA) pour un capital initial de 3.316.451 dollars américains, Exaco s'occupe

spécialement de l'exploitation artisanale et superficielle (30 mètres maximum) de profondeur, en collaboration avec la Gécamines, de certains petits gisements de Luita, Kinsevere et Karavia, en vue d'extraire les minerais. Le partenariat entre la Gécamines et l'Exaco porte également sur la commercialisation des substances minérales à valeur commerciale ainsi que de sels produits dans ce même cadre. (Gécamines). (DIA.23/10 - Le Phare).

* La RDC a abandonné ses projets de mettre en place un monopole d'Etat sur le commerce de l'or et des diamants. Le Gouverneur de la Banque centrale a déclaré que "l'option du marché libre, en ce qui concerne la vente et l'achat des substances précieuses, était maintenue". Le mois dernier, le gouvernement avait annoncé la création du SASMIP, Service d'achat des substances minérales précieuses, pour renforcer son contrôle sur le commerce de l'or et des diamants. Par ailleurs, M. Masangu a annoncé que la Banque centrale allait arrêter d'imprimer des billets, pour essayer de stopper la chute du franc congolais. Il a ajouté que la valeur du franc a baissé de 64% depuis le mois d'août, à cause de la guerre et de ses conséquences, alors que le taux d'inflation est désormais de 81%, par rapport au 7,3% au mois de juin. Le gouvernement a également ordonné une baisse du prix de l'essence pour alléger les coûts croissants de transport (APF/Reuters, le 19/10).

* La RDC veut toujours réaliser son plan de révision du code minier et d'organisation d'un nouvel examen des zones minières, malgré le fait que certaines de ces zones soient entre les mains des rebelles. A cet effet, une conférence minière serait organisée à Kinsahsa en novembre prochain avec l'aide de la Banque Mondiale. Les deux codes miniers existants seraient remplacés par un nouveau code minier qui s'appliquerait à tous les secteurs et qui tiendrait compte des progrès technologiques, tout en garantissant une sécurité pour les investisseurs et des stimulants fiscaux. (Reuters, 23/10/98).

* Un 'protocole d'accord' signé le 3/9/98 entre la Gécamines et Ridgepointe Overseas Development Limited of the British Virgin Islands, une société écran du Zimbabwe, 'pour l'exploitation des gisements, des concentrateurs et usines métallurgiques de Kabambankola, Kamoya, Shinkolobwé, Kakanda, Kambove et Shituru, donne 80% des parts à Ridgepointe et 20% à la Gécamines. Les frais et les investissements sont à charge de Ridgepointe, tandis que la Gécamines apporte le personnel et les mines. Ridgepointe est une nouvelle firme minière de l'empire Rautenbach (famille de propriétaires balncs du'un groupe de compagnies de transport et de vente de voitures au Zimbabwe, Botswana et en Afrique du Sud) qui a déjà extrait du cobalt ces derniers mois de mines près de Likasi. La mine produirait 150

tonnes de cobalt par mois, valant environ 6 millions de dollars. Plus surprenant encore: signe pour Ridgepoint, Victor Mpoyo, ministre d'état à la présidence du gouvernement Kabila, et pour approbation par le gouvernement, signe le gouverneur du Katanga, Augustin Katumba Mwanke. Ces anomalies entretiennent évidemment les rumeurs de bradage du patrimoine national, d'autant que c'est Ridgepointe qui gèrera le produit final, pour la commercialisation et 'en vue de la réception de recettes après la vente'. Comme la Gécamines ne vit plus aujourd'hui, qu'en gageant ses productions futures, si elles les abandonne, elle ne recevra plus de crédits et ne pourra jamais se relever. (la Libre Belgique, 27/10/98).

* Noeud ferroviaire, la prise de Kindu ouvre aux rebelles la voie du sud, vers le Katanga, et de l'ouest, vers Kinshasa. LD Kabila a mis la main sur toutes les richesses minières du Congo, en s'associant en affaires avec les présidents du Zimbabwe et de la Namibie. L'Angola, son autre grand allié militaire, occupe les puits de pétrole dans le Bas-Congo. Un millier de soldats tchadiens, également venus à la rescousse du régime en place, sont payés par le colonel Kadhafi, qui s'offre à bon prix une revanche sur les Américains. Les rebelles, de leur côté, suivront la piste des pierres précieuses après leur victoire à Kindu. Pour faire jonction avec leurs frères rebelles de l'Unita, qui contrôlent 80% des zones diamantifères en Angola, ils poursuivront leur progression vers Mbuji-Mayi, la capitale du diamant au Congo. Les gemmes de Kisangani, sur la boucle du fleuve, sont déjà entre les mains des Ougandais, qui se sont également emparés des mines d'or dans le nord-est. Pendant ce temps, dans toute la «zone libérée» de l'Est, les soldats rwandais déménagent de l'autre côté de la frontière tout ce qui peut être transporté... Bref, si Joseph Konrad revenait au Congo, un siècle après avoir décrit l'arrivée des Européens «au cur des ténèbres», il qualifierait l'actuelle guerre des parrains de «la plus infâme ruée sur un butin ayant jamais défigur^é l'histoire de la conscience humaine».

Côté gouvernement, (...) Kabila vient de récupérer à son profit Ramy Golan, un négociant ayant brillé du temps de Mobutu dans l'appropriation privée des matières précieuses. Quant au chef de l'Etat, ancien trafiquant de minerais dans son fief rebelle de Hewa Bora, sur la frontière tanzanienne, il vient de réussir le hold-up du siècle. Par un autre décret, signé le 19 septembre, il a transféré les actifs de la Générale des carrières et des mines (Gecamines), le trust minier d'Etat hérité de la colonisation belge, à deux sociétés privées: la Ridgepointe Overseas Developments Ltd et la Central Mining Group Corporation. Selon nos informations, Kabila est actionnaire de la première, un parent de Robert Mugabe de la seconde. Une société grecque, très liée au président namibien Sam Nujoma, vient d'être associée à ce consortium. Ces pratiques sont

anciennes. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kabila, en mai 1997, le cobalt extrait des terrils de la Gecamines, qui tourne au ralenti, est exporté via le Zimbabwe en Afrique du Sud. Le bénéfice de cette vente ne figure pas dans la comptabilité nationale.(...)

Côté rébellion, c'est le «démontage» intégral. Dans tout l'Est, les frères d'armes venus du Rwanda et de l'Ouganda emportent chez eux ce qui peut l'être: des véhicules aux machines-outils en passant par des meubles. A Bukavu, la plus grande ville frontalière, le courant est coupé chaque nuit pour rendre plus discrets les déménagements vers Cyangungu, côté rwandais. Plus au sud, des actes de piraterie sur le lac Tanganyika, la plus longue étendue d'eau douce du monde, commence à sérieusement préoccuper les autorités tanzaniennes.

Cependant, la guerre des pactoles s'engage au coeur du Congo. Ayant pris Kindu, la tête de pont dans l'est des forces gouvernementales, les rebelles et leurs alliés ont le choix entre deux directions: vers le sud et le cuivre, le cobalt, l'or et le manganèse du Katanga, la province natale de Kabila; où vers l'ouest et la province diamantifère du Kasai, dont la capitale est Mbuji-Mayi. C'est là, aux termes d'une négociation conclue il y a un mois à Kigali, que les rebelles congolais et les partisans angolais de Jonas Savimbi devraient faire jonction. Partis de Tshikapa, une petite ville frontalière angolaise, les rebelles de l'Unita sont déjà en route pour Mbuji-Mayi. A l'échelle européenne, le Congo s'étendrait de Zurich à Moscou avec une pointe méridionale jusqu'en Turquie centrale. Ce vaste pays est devenu une terre à butins. Dépouillé par ses alliés angolais du pétrole du Bas-Congo et par ses associés zimbabwéens d'une partie de la rente minière du Katanga, l'actuel chef de l'Etat n'aura bientôt plus rien. Heureusement que LD Kabila travaille depuis longtemps pour une retraite dorée... (Stephen Smith, Libération, 14/10/98)

Vie dans les régions

Kinshasa

* L'augmentation des prix de la nourriture et de l'essence, ainsi que la baisse de la valeur de l'argent, ont déclenché le 7/10 une manifestation dans les rues de la capitale et la fermeture de certains magasins

dans le centre de la ville. Selon l'ACP, le FC au marché noir est passé de 2,4 pour un dollar la semaine dernière à 3,2 le 7/10 (le taux de change officiel est de 1,8).

La situation économique de Kinshasa se détériore rapidement. Il y a de plus en plus de chômage et une baisse dramatique du pouvoir d'achat; les importations sont restreintes (entre 3 et 4.000 rebelles se trouvent toujours au Bas-Congo et sont une menace pour la sécurité) et le prix des produits de base a plus

que doublé depuis le début de la guerre. Près de 75% des classes des écoles primaires sont vides, les parents ne pouvant plus payer les frais de scolarité. Selon un haut représentant du gouvernement, la situation économique serait "catastrophique" d'ici deux mois. Le gouvernement a demandé au PAM d'assurer une aide alimentaire à

500.000 habitants de la capitale. Cette agence vient déjà en aide à 120.000 personnes, surtout dans les bidonvilles à la périphérie de Kinshasa. (Irin, 9-15/10/98)

* Enseignants démotivés en grève silencieuse. Les enseignants des écoles catholiques surtout sont démotivés compte tenu de la décision de l'Hôtel de ville de fixer la fourchette des perceptions des interventions ponctuelles dans les écoles entre 0 et 15 FC par trimestre pour les écoles publiques et entre 0 et 55 FC par trimestre pour les écoles privées. Accoutumés à percevoir leurs primes de survie en franc belge et, en dollar, monnaies étrangères stables auxquelles recourent les autorités scolaires pour maintenir tant soit peu le pouvoir d'achat des enseignants, ces derniers manifestent leurs mécontentements face à cette réglementation jugée fantaisiste. Que représente aujourd'hui la modique somme de 6 francs de prime par mois par rapport à 3000 ou 4000 francs belges qu'ils percevaient depuis le début du système de partenariat, s'interrogent-ils. Quant aux salaires, le gouvernement de salut public qui a promis d'apurer les arriérés des salaires, n'a dû payer que les mois de septembre et d'octobre sacrifiant ainsi ceux de mai, juin et juillet qui, d'après les enseignants, risquent d'être renvoyés aux calendes grecques. Le salaire lui-même en moyenne 20 francs congolais par enseignant, reste loin de lui permettre de subvenir à ses nombreux besoins. Seules les interventions ponctuelles ancienne formule (en franc belge et en dollar) soulageraient quelque peu la misère des enseignants. Nous risquons de vivre trois scénarios dans ces écoles: soit la continuité de cette fameuse grève silencieuse, le boycott de l'arrêté de l'Hôtel de ville par les parents et enseignants pour la sauvegarde de la qualité de l'enseignement grâce à une rétribution raisonnable ou enfin la cessation pure et simple des activités scolaires conduisant ainsi à une année blanche. (DIA.15/10 - L'Observateur).

* Le 22/10 a lieu à Notre Dame de Fatima, à Kinshasa/Gombe, un atelier de 2 jours sur 'les enjeux de l'heure' visant à capitaliser les résultats des analyses réalisées jusqu'à ce jour par les membres de la société civile congolaise, d'approfondir ces analyses et d'identifier les enjeux autour de la guerre, autour du processus de démocratisation et des élections et de définir les actions à mener ainsi que les stratégies adéquates. Cet atelier fut organisé par le Recic, le Cnongd, le Secrétariat

Technique de la Société Civile, le Comité des Droits de l'Homme Maintenant, le Conafed, le Prefed, l'Uspe et le Raf. Les travaux ont connu les interventions remarquées de Me Mwila et M Lutundula, respectivement président du Comité Droits de l'Homme Maintenant et membre de la Commission des Réformes Institutionnelles. Ces 2 personnalités ont proposé au pouvoir actuel de retourner à la sagesse de la CNS. (La Référence Plus 24/10/98).

Bas-Congo

* A l'initiative de l'association «La Ngunguaise», le peuple «kongo», a assisté le 3/10 au culte oecuménique concélébré par 8 officiants en la Cathédrale du Centenaire de l'ECC (coupole protestante), en présence des ministres des PTT Kinkela et de l'Agriculture et élevage Mawampanga, du vice-gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) Diambwana ainsi que des PDG et DGA originaires du Bas-Congo, en mémoire de victimes de la guerre dans cette province. Une collecte spéciale en espèces et en nature est organisée du 3/10 au 31/12 dont le produit sera géré par une commission composée de prêtres et pasteurs. A cette occasion, tous les officiants qui se sont succédés devant la chaire de vérité ont exhorté les fidèles «kongo» à s'unir comme un seul homme pour s'adonner à la reconstruction nationale en mettant Dieu Tout-Puissant à l'avant plan. Des chorales catholique, protestante, kimbanguiste et la fanfare salutiste ont, à travers des cantiques, tenu l'assistance en haleine au cours du culte qui a connu une forte participation. (ACP, 5/10).

* Entre 3 à 4 000 soldats rebelles seraient toujours présents dans le Bas-Congo, menaçant ainsi la sécurité le long de la route entre Matadi et Kinshasa. Les rebelles ont également pillé des maisons et posent de "considérables problèmes" aux communautés locales du Bas-Congo (Irin, 16/10).

* Selon des témoins oculaires, dans leur avancée vers Kinshasa, les Rwandais restaient à l'arrière-plan alors que les Congolais étaient en premières lignes. A Boma, les rebelles devenus maîtres de la ville dès le 7/8, aidés par les badauds du lieu leur désignant les cibles intéressantes à visiter, se livrent à des actes de pillage, de brutalité, de viols... Les fuyards des FAC ont également excellé dans ces actes. Le 15/8, Matadi tombe également entre les mains de la rébellion et ... des pillards, surtout au port. Convaincus de leur victoire, les rebelles continuent leur progression sur les autres centres et agglomérations de la province. Un pasteur à Mbanza-Ngungu parle de 10.000 rebelles en tout, compte tenu de l'adhésion de nombreux ex-Faz. Dès le 16/8, l'armée angolaise s'entrepse à Kitona et fait son entrée à Boma le 1/8. Mais elle aussi brille par beaucoup d'actes de rapt (bijoux, montres, radios, postes téléviseurs...) et les actes de représailles sur

les sites des réfugiés cabindais leur sont également imputables. Lors de certains meetings (Boma, Moanda, Kinzao-Vuete, Matadi) mais sans engouement ni affluence de la population, les commandant rebelle Kabengele et d'autres représentants ont fustigié le régime Kabila pour sa concentration de pouvoir, sa 'katangalisation' , la dérive de la situation sociale et économique du pays.

La population dans sa toute grande majorité trouve que le discours de la rébellion a été démagogique, irréaliste et prétentieux. Pourquoi faire recours aux armes, si l'on tient à changer l'ordre institutionnel du pays. Au regard des actes posés par les nouveaux 'libérateurs', la population n'hésite pas à les qualifier de barbares, de prédateurs et d'aventuriers à la solde des Rwandais et Ougandais qui ont fomenté le coup.. Et comme pour se défendre contre ces envahisseurs et face à la désertion des FAC, les populations se sont constituées en groupes de résistance populaire au niveau des quartiers, des villages et localités pour leur défense. Et elles s'inquiètent du banditisme qui va connaître de l'ampleur dans certains milieux.

A chaque fois qu'une ville tombait, les autorités politico-administratives de la place étaient prises en otage alors que les responsables militaires pour la plupart rejoignaient la rébellion. Parmi les raisons qui ont poussé les militaires congolais à rejoindre la rébellion il y a surtout la pauvreté sous l'ère de Mobutu et l'état d'asservissement vécu lors de la formation idéologique à Kitona.

A Boma, le maire de la ville n'a eu sa vie sauve que par la fuite. A Matadi, le gouverneur Léonard Fuka Unzola, sous la menace des armes, a dû dire 'A le statut de mon père, tout celui qui épousera ma mère' et il a été amené jusqu'à Goma, ce qui va lui attirer par après les foudres des autorités de Kinshasa qui crient à la complicité avec les rebelles. En effet, depuis le 19/9 le gouverneur est interpellé par l'ANR. La population, l'évêque de Matadi, la société civile et les notables Ne Kongo résidant à Kinshasa exigent tous la libération du gouverneur, dont le mérite ne fait l'ombre d'aucun doute (réhabilitation de tronçons routiers, de ponts, d'écoles, de l'éclairage public...). Des cadres de certaines entreprises et de la police nationale ont également été arrêtés. En l'absence du gouverneur, c'est l'autorité militaire qui marque son emprise sur le gestion de la province.

Par ailleurs, sur la route nationale n° 1 vers Matadi, les tronçons Kasa-Ngulu et Sona-Bata (60 km), bien que réhabilités il y a quelques mois, et celui de Lukala à Kimpese (15 km) accusent un état de dégradation très avancé. En outre, entre Kinshasa et Boma il y a une douzaine de barrières.

A beaucoup d'endroits on voit des vestiges attestant l'ampleur des affrontements dans cette province qui n'avait jamais connu de guerre depuis avant la colonisation. D'impressionnantes

bottes et tenues militaires abandonnées par les rebelles et parfois accrochées aux arbres avec des annonces publicitaires (oeuvre des villageois) du genre 'A vendre à bas prix!' ou 'Ramasser n'est pas voler!'. Quelques engins blindés et plusieurs véhicules calcinés sous les effets de bombardements et des amas des douilles d'obus. Des mottes de terre surélevées aux abords de la route où sont ensevelis des cadavres; à certains endroits, il y a une odeur nauséabonde attestant des cadavres non enterrés en décomposition. Des débris de maisons détruites (40 à Loma/Mbanza-Ngungu), des champs et brousses incendiés; des villages entiers dévastés et abandonnés; des bâtiments et entrepôts cassés, saccagés et pillés; des ponts démolis à la dynamite par les rebelles dans leur fuite. Quant aux pertes en vies humaines, le Crongd a compté 7.731 tués; (militaires et civils); ces chiffres concordent avec des chiffres de la Croix-Rouge. Tout cela sans parler de l'indignation et de la révolte de toute une population dont plusieurs femmes et jeunes filles ont été violées sous la menace des armes en présence de leurs proches. Suite à tout cela, le message capté dans les différentes couches de la population du Bas-Congo est très clair: *'Ce n'est pas par les armes que l'on va apporter la démocratie et le bien-être!'*. (consultant local, 17/10/98).

Bandundu

* Devant l'incapacité des dirigeants commis à la sécurité dans la province du Bandundu en vue de veiller à la frontière congolo-angolaise, Faustin Munene, vice-ministre des Affaires intérieures chargé de l'ordre public, a limogé tous les responsables des services de sécurité jugés complices des agresseurs rwando-ougandais à la frontière Bandundu-Angola. (DIA 5/10 - La Tempête des Tropiques).

Maniema

* Un membre du gouvernement avait proposé au chef de l'Etat pour récupérer des commandos ex-DSP Ngbaka exilés en Centrafrique en vue de renforcer les troupes gouvernementales dans la reconquête des territoires occupés. Proposition à laquelle Kabila aurait adhéré au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Arrivés sur les lieux de combat, ces compatriotes qui avaient fui la progression des troupes de l'Afdl en mai 97, ont effectivement pris position à l'aéroport de Kindu et au centre-ville le 11 et 12/10. Estimés à plus de 400 militaires aguerris, ces ex-DSP se sont joints aux troupes loyalistes et ont commencé à tirer des coups de feu en l'air à travers la ville et à l'aéroport. Ce comportement a semé la panique au sein de la population qui ne comprenait plus rien à la situation. La complicité de ces ex-DSP avec les rebelles basés de l'autre côté de la rive du fleuve Congo, à Kindu, venait d'éclater au grand jour. On signale, par

ailleurs, que les troupes fraîchement venues de Centrafrique auraient rétabli des contacts téléphoniques avec les rebelles pour leur rassurer que l'aéroport de Kindu et la ville étaient sous leur contrôle. C'est dans ces conditions que les rebelles sont entrés dans la ville de Kindu et se sont emparés de l'aéroport sans coup férir. (DIA.16/10 - La Tempête des Tropiques).

* Depuis Kindu, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Kabila, Bizima Karaha, passé du côté des rebelles, nous a expliqué l'importance de cette victoire: Nous avons découvert à Kindu 5.000 militaires soudanais, des anciens militaires et miliciens rwandais. La plupart ont été faits prisonniers. Les soldats zimbabweens ont fui avant la chute de la ville. Mais surtout, nous avons mis la main sur des dépôts d'armes extraordinaires: orgues de Staline, missiles balistiques sol-air, fusées Katiouchka, canons à longue portée, lance-grenades...

Pour le porte-parole des rebelles, l'importance de la chute de Kindu est surtout politique, à l'heure où il est de plus en plus question de négociations: Nous avons démontré à Kabila qu'il ne pourrait pas s'en sortir par des moyens purement militaires. La guerre ne mènera à rien, il faudra des concessions politiques que les rebelles affirment n'avoir pas pu obtenir alors qu'ils étaient au pouvoir et pour lesquelles ils se sont lancés dans la guerre: un cadre juridique, élaborer un calendrier électoral clair et crédible, mettre sur pied des institutions de transition, et surtout, mettre fin au pouvoir personnel et absolu qui caractérise le régime Kabila.

Du côté congolais cependant, on affirme que les FAC, qui avaient établi leur état-major de campagne à Kindu, ont réussi à se replier en bon ordre, emportant l'essentiel de leurs pièces d'artillerie. Des bombardements ont d'ailleurs eu lieu aux alentours de la ville. Les FAC ne semblent en tout cas pas au bout de leurs ressources, et

reçoivent toujours des soutiens: neuf hélicoptères armés, de nationalité indéterminée, ont été aperçus à l'aéroport de Kinshasa tandis que des avions gros porteurs emmènent des troupes vers l'est du pays et que du matériel et des munitions sont acheminés sur Lubumbashi.

A propos des alliés qui soutiennent Kabila, il semble bien que l'Angola ne souhaite pas être directement confronté à l'Ouganda et au Rwanda, pays naguère "alliés". Mais, en revanche, l'ensemble des pays d'Afrique australe, y compris la Zambie et la Tanzanie, considèrent que le Katanga est un tabou auquel les rebelles feraient mieux de ne pas s'attaquer... (Colette Braeckman dans Le Soir du 19/10/98).

Nord-Kivu

* La FAO a déclaré avoir distribué au mois de septembre des semences et des houes, dont les gens avaient sérieusement besoin, pour la campagne 1999, et cela dans les deux Kivus: 97 tonnes de semences de haricots avaient été distribuées à travers des ONG dans les régions de Kabare, de Walungu et de Mwenga, près de Bukavu. Environ 19 tonnes de semences d'arachide, 20 tonnes de semences de haricot et 570 kg de semences de légume, ainsi que 20 000 houes avaient été distribuées dans les régions de Rutshuru, de Masisi et de Goma, dans le Nord Kivu. Les distributions, prévues avant que le conflit n'éclate en août, ont été effectuées grâce aux stocks disponibles dans l'est de la RDC. Ce même représentant a ajouté que d'autres projets étaient en cours d'élaboration afin de prendre en compte la pénurie de semences qui prévaut dans la région d'Uvira. La FAO avait déjà mis en garde que les déplacements de populations et l'interruption des activités agricoles dûs au conflit allaient créer d'importantes pénuries alimentaires dans les mois à venir. (Irin, 22/10)

* Le PAM a rapporté que les autorités locales de Goma avaient demandé une aide en faveur de 31.750 personnes, dont la plupart ont perdu leur domicile suite au conflit dans la région. Des sources humanitaires ont fait savoir que Goma accueillait présentement des milliers de personnes déplacées, principalement en provenance des régions du Masisi et de Walikale. Les déplacés de Goma ont été intégrés dans les familles locales, ont fait savoir ces mêmes sources. (Irin, 28/10)

* Beni et Butembo, qui avaient souffert en février et en avril de cette année des agissements des soldats suite à des attaques de "Mayi-Mayi", sont restés étrangement en dehors des événements du mois d'août 1998. "Les 'Rwandais' n'ont fait que passer pour aller plus au nord", dit-on. Quant à l'administration locale, elle n'a pas changé. Actuellement la garnison de Butembo est commandée par un... Ougandais. En effet, suite à la prise de la radio locale par des "Mayi-Mayi" (début du mois d'octobre) qui disaient qu'il fallait mettre les Tutsi dehors, des négociations ont eu lieu entre les "rebelles", à la recherche d'une popularité dans cette partie du Kivu, les "Mayi-Mayi" et les autorités locales. Une partie de la population ayant immédiatement pris la fuite dans les environs, il n'y a pas eu de sang versé. Revenue un ou deux jours après, elle a pu s'exprimer et dire qu'elle ne voulait plus de ce commandant responsable des massacres de février et d'avril : elle a obtenu que le chef de la garnison tutsi, du nom d'Aboubakar (!), soit déplacé ailleurs. Un autre commandant tutsi a été nommé mais à nouveau il n'est pas resté longtemps. On a alors mis un Ougandais à la tête de la garnison. Tout le monde paraît relativement satisfait de cet arrangement.

Le but de la présence des Ougandais dans le Graben (Beni et Butembo) est de prendre à revers les rebelles ougandais du NALU qui, comme ceux de l'ADF (Allied Democratic Front), opèrent de part et d'autre de la frontière ougando-congolaise, près du Ruhenzori. Beni sert en fait d'entrepôt pour l'armée ougandaise qui a massé un contingent important dans la région.

Les rapports entre les soldats ougandais et la population sont corrects. Il faut dire que la région du Graben est "économiquement" voire ethniquement rattachée au sud-ouest de l'Ouganda. Un commerce important (or, café, biens d'équipement, biens de luxe) existe depuis des décennies entre ces deux régions. A l'époque de Mobutu, les commerçants se sont occupés eux-mêmes de l'entretien de la route qui relie Kampala à Beni (5-6 heures), de payer les douaniers, les soldats, etc... Au début de la rébellion, ces commerçants s'étaient égarés dans la nature, puis ils sont progressivement revenus, avant de repartir à nouveau.

Par contre depuis plusieurs mois, les relations entre Tutsi et Congolais se sont dégradés dans la région : jusqu'à alors, les "Rwandais" (Hutu comme Tutsi) étaient peu présents dans un territoire ethniquement très homogène et pouvaient être acceptés et cooptés sur une base individuelle. En outre, il n'y a jamais eu de camps de réfugiés hutu dans cette partie du Nord-Kivu. Mais depuis les tueries de février et d'avril (300 jeunes tués à Butembo), on ne veut plus des Rwandais dans la région. Les intellectuels du Graben ont mordu à l'hameçon qui refait surface aujourd'hui, à savoir la hantise d'un plan de colonisation des deux Kivu par le Rwanda.

Comme partout ailleurs, les "rebelles" n'ont pas convaincu. Au cours de débats publics, les élites locales et la population leur ont demandé d'expliquer en quoi ils étaient des "libérateurs". "Nous, disent les gens, on n'est pas non plus pour Kabila, mais on ne comprend pas pourquoi alors vous ne supprimez pas les barrages, pourquoi vous ne supprimez pas les nouvelles taxes qu'on nous impose, etc.". On reproche aux rebelles aussi de ne pas être conséquents avec eux-mêmes : "vous dites que vous êtes des nationalistes et vous vous alliez à des étrangers". D'une manière générale, la rébellion ne "tient" pas grand chose : seuls les aéroports et des quartiers d'agglomérations (centre ville) sont plus ou moins contrôlés par les militaires qui, en tout cas le premier mois de la "rébellion" à Beni et Butembo, ont été payés par... des officiers ougandais (300 US \$ au lieu de 100 ou de 200). Il est plus que probable que les Ougandais paient et se paient avec l'or de Watsa (Ituri) qu'ils contrôlent totalement : des liaisons aériennes régulières (mais uniquement à but militaire) ont d'ailleurs lieu entre Watsa et l'Ouganda.

Même si la situation est beaucoup moins précaire que dans le Sud-Kivu (où les assassinations, les disparitions et le racket sont devenus le lot quotidien), même si on circule sans problème

sur la route Butembo-Kasindi-Kampala, on ne peut pas parler de véritable normalisation. Les acteurs-clé, c'est-à-dire les 7 gros commerçants locaux, ne sont toujours pas revenus. La plupart d'entre eux se trouvent à Kampala ou à Mombasa, et continuent à gérer leurs affaires (qui bien entendu fonctionnent au ralenti comme la limonaderie) à partir de ces agglomérations. En conclusion, on peut dire que la "guerre" et la "rébellion" sont vécues comme des réalités qui "passent au-dessus de la tête des gens" et échappent complètement à leur entendement. Tout ce que chacun cherche est de ne se situer par rapport à aucun camp afin de pouvoir continuer à vivre et/ou survivre. De l'avis de l'interlocuteur, il s'agit d'une situation qui peut encore durer pas mal de temps. (source de Butembo, 1/10/98)

* Après une première attaque le 29-30/9/98, les Mayi-Mayi ont attaqué Butembo pour la deuxième fois. Ils ont seulement 'occupé' la ville pendant quelques heures, ils en ont investi la radio en diffusant des messages d'appel à la résistance. Des renforts de troupes RCD venus de Beni les ont ensuite 'évacués' d'après certains rapports; d'après d'autres, ils se seraient 'repliés' peu avant l'arrivée des renforts expliquant pourquoi il n'y a pas eu des coups de feu entre les deux factions. Apparemment les Mayi-mayi n'auraient agi que dans le seul but de démentir la propagande des rebelles au sujet de leur ralliement. Un certain "Docteur" Kyakimwa (en fait, c'est un infirmier) qui se présentait comme "chef" des Mayi-mayi, avait même été recruté, il est passé à la radio/Butembo à plusieurs reprises pour annoncer que la "rébellion (des Mayi-Mayi) à la rébellion" est finie et pour appeler les 'derniers' combattants à rejoindre le camp d'entraînement rebelle (RCD) de Beni. Comme pour rappeler leur existence et signifier qu'ils sont toujours là, ils viennent d'attaquer des positions RCD entre Kanyabayonga et Rwindi (Rutshuru) (correspondants locaux, 16/10).

Sud-Kivu

* Non seulement les étrangers de la RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) ont maille à partir avec les autochtones des territoires occupés, ils ont également des problèmes entre eux. En effet, la "Force Républicaine et Fédéraliste" a été créé à partir de Bujumbura par les Tutsi anciens alliés de Wamba dia Wamba qui ne sont pas contents de la gestion du RCD. C'est ce mouvement politique qui contrôle la ville d'Uvira. Les membres de cette association ne combattent pas tous pour le même objectif. Si les vrais Congolais ont pris les armes pour l'instauration d'un Etat de droit comme ils claironnent chaque fois que l'occasion leur est offerte, les Tutsi ont un autre but: celui d'installer à Kinshasa un pouvoir qu'ils pourraient

manipuler à souhait. (La Tempête des Tropiques - 07/10/98)

* D'après Didier Mwati, activiste des droits de l'homme, les militaires pillent, violent et extorquent à Bukavu sous le prétexte de recherche d'armes et de déserteurs. La nuit, l'électricité est coupée permettant aux soldats rwandais d'évacuer au Rwanda les biens volés, et aux troupes APR (avec ces uniformes-là) d'entrer au Congo. On a même installé un camp de formation militaire pour de jeunes Tutsi (entre 10 et 15 ans) qui viennent tout droit des villages rwandais. Il y a également pas mal de soldats ougandais à Bukavu. Le commandant militaire le plus haut placé est un tutsi. Une partie de la population civile munyamulenge n'est pas d'accord avec cette guerre, mais c'est comme s'ils sont prisonniers du staff militaire tutsi qui contrôle tout. De l'autre côté, les Mayi-mayi sont bien organisés et récupèrent des armes sur les troupes rebelles. (RFI-BBC, 6 et 9/10/98).

* Le gouverneur du Sud Kivu, Jean-Charles Magabe, a été démis de ses fonctions par le RCD et son adjoint tutsi, Benjamin Serukiza, nommé gouverneur a.i. Selon un décret lu sur les ondes de la radio de Bukavu, M. Magabe a été renvoyé parce qu'il se serait rendu à l'étranger en visite privée, au lieu d'effectuer une visite officielle à Uvira. "De tels comportements constituent un grave acte d'indiscipline", indiquait le décret. Des analystes régionaux ont informé Irin que M. Magabe était opposé au RCD (Irin, 19/10). Il a en réalité fui vers la Belgique (Nd1R).

* Des sources humanitaires signalaient, le 7/10, une grave épidémie de cholera au Sud-Kivu. La région la plus touchée est celle de Shabunda, où 80 nouveaux cas et 30 décès dûs à la maladie sont enregistrés chaque jour. Après le bombardement de Shabunda, une grande partie de la population s'est enfuie dans la forêt. (ANB 16/10)

* Quant à la population congolaise, elle manifeste ses sentiments par une sorte de résistance passive. Des sources originaires du Kivu nous ont fait savoir que les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école, craignant qu'ils soient enrôlés comme soldats, qu'ils repoussent les billets de 10, 20 et 50 francs congolais réinjectés dans le circuit monétaire après avoir été illégalement sortis des banques par les rebelles, qu'ils refusent de s'acquitter des taxes et des impôts perçus par des autorités considérées comme illégitimes et que, dans les villages, les populations fuient le contact avec les forces rebelles en se réfugiant dans la forêt. Sans assistance humanitaire. (Colette Braeckman dans Le Soir du 19/10/98).

* Un représentant de Christian Aid a informé Irin que l'ONG avait enregistré près de 15 000 familles déplacées dans le Sud Kivu, à cause du conflit. Ces déplacés ont fui Goma, Bukavu et Uvira pour se rendre dans leur village d'origine dans le Sud Kivu, et notamment dans les zones de Fizi, Kabare, Mwenga et Walungu. Les déplacés, qui habitent chez des parents, représente un fardeau supplémentaire pour les communautés d'accueil, qui avaient déjà des conditions de vie précaire, a précisé l'ONG. Une enquête sur les populations déplacées est actuellement en cours sur le terrain. (Irin, 28/10).

* Beaucoup d'analyses ont été faites ces dernières années par des associations paysannes constatant que de nombreuses terres sont occupées, soit par des multinationales, soit par des dignitaires, de grands commerçants, des féodaux... au grand dam de petits paysans. Cette situation ne faisant que perpétuer la malnutrition des populations. Avec la conjoncture actuelle, beaucoup d'activités ne marchent pas depuis des années, ce qui explique que certaines sociétés sont en train de vendre beaucoup de leurs terres. C'est le cas de Kinaplant, Cipef, Pharmakina... Malheureusement, ce sont de nouveau de grands commerçants qui se les procurent, les paysans n'ayant pas les moyens pour cela. A Mushinga (Walungu) p.ex., malgré le cri de quelques 600 familles membres de l'organisation paysanne Yolola, la Pharmakina est en train de vendre 60 ha à 12.000 USD. Si rien n'est fait, ces paysans vont assister impuissants à la vente de cette concession qui leur serait pourtant de grande importance. (Plate-forme Diobass, 29/10).

Province Orientale

* Le 23/8, à 8h30 du matin, un message des rebelles est lu à la radio demandant à tout le monde de rester chez soi, et aux anciens soldats de se présenter au Q.8.; toute circulation est interdite. La ville est occupée en douceur par les troupes rebelles, dont la composition (présence des Rwandais et Ougandais) crée un climat maussade dans la population. Aucune réjouissance, aucune expression de joie, mais plutôt un climat de déception et de fureur. Le lendemain, les rebelles se livrent à des actes de pillage (voitures privées, surtout les plus belles, et d'autres biens des commerçants). Cette nuit-là, on a enregistré plus de 3 rotations d'avions entre Goma et Kisangani, emportant les biens pillés à destination de Kigali et de Kampala. Les gens sont sans enthousiasme, et réagissent par une espèce de ville morte spontanée. Le 26/8, il y a eu de violents affrontements entre militaires et la population munie de pierres et excédée par les vols et pillages des paroisses. Bilan: 3 soldats rebelles tués à Mangobo et 2 à Tshopo. La population est décidée à « se libérer elle-même des nouveaux 'libérateurs' » (sources locales, 26/8).

* La tension est forte, à Kisangani, prise sans combat par la rébellion le 23/8. Dès le 24, des soldats -- qualifiés de "tutsis" -- ont commencé des "pillages sélectifs: ils prennent les véhicules, les systèmes de phonie et l'argent", dans les paroisses et chez les commerçants. Ces derniers et l'Eglise sont en effet les seuls "riches" à Kisangani. La population a pratiqué une résistance passive, organisant des "villes mortes" pour signifier son mécontentement. Depuis le début septembre, il y a eu plusieurs affrontements violents entre la population, armée de pierres, et des soldats rebelles armés; ils ont fait au moins cinq morts parmi ces derniers. Il semblerait que ces affrontements aient pour origine les appels au secours de prêtres (qui utilisent les cloches de la paroisse pour ce faire) alors qu'ils étaient attaqués par des militaires rebelles pillards. Comme cela se produit ailleurs au Congo et déjà sous Mobutu, la population vient alors à la rescousse des religieux: elle tient à leur présence car ils constituent bien souvent la seule institution restante dans la pays, sur qui on peut compter pour soigner un malade ou le transporter, transmettre un message, organiser une soupe populaire, etc... Selon notre source, le 16/10, les nouvelles autorités ont décidé de bloquer les lignes de ravitaillement de la ville: la ligne aérienne Kampala-Kisangani (qui remplace aujourd'hui les anciennes liaisons aériennes avec le Kivu et avec Kinshasa); les routes entre Kisangani et son hinterland; le fleuve Congo. Le but serait de forcer la population à "plier". (La Libre Belgique, 22/10/98).

* La ville de Kisangani est "enclavée". Les seuls approvisionnements en nourriture et en médicaments venaient jusqu'ici de l'Ouganda. Mais ces approvisionnements ont été suspendus, le gouvernement ougandais refusant le passage des vols humanitaires à la demande, paraît-il, des rebelles; l'envoi d'un avion attendu le 12/10 a été annulé. Des sources humanitaires locales font état d'un danger imminent de famine généralisée, et la population est très inquiète. D'autres sources ont relevé, au nord-ouest de la RDC, un exode massif de réfugiés soudanais vers le Soudan, à cause des violents combats entre l'armée congolaise et des troupes du SPLA soudanais. (ANB-BIA, diverses sources, 15/10/98)

* C'est le 27/9 que les forces rwando-ougandaises appuyées par les rebelles soudanais de Garang ont occupé le territoire du Dungu dans le district du Haut-Uélé. Dès leur entrée sur le territoire congolais par le poste frontalier de Ngbitima, les soldats soudanais ont commencé à piller systématiquement toutes les unités de production disséminées à travers le territoire du Dungu. La mission catholique de Duru est la première victime qui est tombée. Ici, les missionnaires comboniens ont regardé,

ébahis, disparaître tous les objets de valeur. Véhicules tout terrain, argent, mobilier de maison, tous les appareils de communication phonique, plusieurs motocyclettes, des centaines de vélos. A l'hôpital de référence de Dungu, les envahisseurs ont emporté plus de 500 lits d'hôpital, tout le matériel de radiologie, tous les médicaments de la pharmacie de l'hôpital et beaucoup d'autres biens que nos informateurs n'ont pas pu identifier. Après avoir vidé l'hôpital de toute sa substance, les envahisseurs ont bombardé à la roquette le bloc opératoire de cet hôpital qui dessert pratiquement toute la province Orientale. Le bloc opératoire n'est aujourd'hui que ruine. Ensuite, les agresseurs se sont dirigés vers le barrage hydroélectrique de Kibali I. En vain, ils ont essayé de démonter la turbine, ou à défaut les pièces maîtresses de cet ouvrage. Après cet échec, les agresseurs se sont rabattus sur le groupe électrogène qui vient en appui lorsque le barrage connaît des difficultés. Ce groupe électrogène, d'une très grande puissance, peut alimenter toute la ville de Dungu. Ils l'ont démonté complètement et l'ont emmené vers la ville de Yambio, chef-lieu de la Western Aequatoria Province, une province du Sud Soudan. (DIA 18/10 - Vision).

* Kisangani. Les plaintes contre les troupes rwandaises sont légion. Les Congolais ne les voient que comme des 'colonisateurs' qui ne sont venus que pour piller les quelques richesses restantes, pour violer leurs femmes et pour les terroriser. « Même lorsque nous sommes assis, ces soldats rwandais aiment nous éclabousser expressément lorsqu'ils passent. Ils se comportent en colonisateurs et conquérants, mais nous ne voulons pas être dominés... Nous ne pouvons tolérer si cela vient d'un étranger qui est venu en disant qu'il veut nous aider à récupérer la liberté et la démocratie » se plaint un leader connu de la société civile devant le colonel Patrick Nayavumba de l'APR.. (The Monitor, Kampala, 6/10/98).

Katanga

* Les troupes rwandaises, bénéficiant de la complicité du gouvernement burundais, ont failli une nouvelle fois surprendre avec une autre opération de style israélien. En effet, la semaine passée, à la veille de la rencontre Kabila-Mugabe à Lubumbashi, un bateau burundais ayant à son bord plus de 500 combattants rwandais, armés de lance-roquettes et autres mortiers, a traversé le lac Tanganyika, dans le sens de sa longueur, soit plus de 600 km, avant de débarquer les troupes dans l'extrême-Nord de la Zambie, à la frontière avec la RDC. Le but de l'opération était de s'infiltrer à partir des terres zambiennes et atteindre Lubumbashi par surprise. Malheureusement pour eux, l'armée zambienne s'est interposée, et a sommé le bateau à rebrousser chemin avec sa gênante cargaison.

(DIA. 23/10- Le Choc).

Kasaï Oriental

* Toutes les activités étaient paralysées à Mbuji-Mayi le 16/10. Les 3 grands marchés sont restés vides. Personne n'a exposé ses biens. Ce mouvement de panique a gagné les écoles où les élèves qui étaient déjà dans les salles de classe ont été obligés de rentrer chez eux. Les magasins et les comptoirs de diamant éparpillés à travers le chef-lieu du Kasaï oriental ont baissé leurs rideaux. Les rues étaient quasiment désertes. Seuls les hommes en uniforme avaient pris d'assaut différents axes de Mbuji-Mayi.

C'est la présence de plusieurs militaires fortement armés qui est à la base de cette panique. Des nombreux vols ont été organisés pour déposer à Mbuji-Mayi des militaires. En l'absence d'une explication officielle, la population de Mbuji-Mayi vit dans une psychose de peur, d'autant plus que les agresseurs rêvent désormais de prendre cette ville diamantifère. (La Tempête des Tropiques - 17/10/98)

Intervention externe au Congo et relations avec l'extérieur

* On nous envoie l'information comme quoi deux américains auraient été abattus à Kalemie, d'après une source très plausible; l'histoire a été confirmée par d'autres qui étaient dans les environs à ce moment.

Des témoins oculaires ont attesté avoir tué 2 Américains blancs lors de la première prise de la ville de Kalemie par les troupes Mayi-Mayi et une colonne de soldats loyalistes du commandant Lokole, dans la semaine du 2 au 7 septembre). Le commandant Mayi-Mayi (nom : xxx) du bataillon "Colombe" a déclaré ce qui suit : " Nous avons attaqué l'aéroport de Kalemie ainsi que la ville, à 2 h du matin. Les rebelles Tutsi se sont repliés au kilomètre 25. Nous avons trouvé au sol un avion abandonné. Quelques instants plus tard, un autre avion en provenance du Rwanda atterrissait, ne sachant pas que nous venions de prendre l'aéroport. Nous y avons trouvé deux américains que nous avons tués sur le champ. Nous avons amené avec nous jusqu'en ville leurs deux têtes, après avoir 'saboté' les avions. Les quatre occupants de l'appareil ont été fusillés.

La nuit du 6 au 7/9, la colonne loyaliste Tigre progressant à partir de Nyunzu (l'Ouest) nous a pris pour des ennemis par manque de moyens de communication. Nous combattions pendant 3 h et nous abandonnions l'aéroport après avoir laissé plusieurs morts de part et d'autre. Les renforts Tutsi venus du Burundi, obligèrent les Tigres à se replier à leur tour. C'est en ce moment-là que la rébellion promena quelques touristes à Kalemie. (propos recueillis sur terrain le 1/10/98).

* D'après un Ougandais qui rentrait de Kigali où il faisait des recherches sur l'origine du conflit Hutu-Tutsi, l'aide inconditionnelle que Museveni accorde à Kagame est liée au fait que tous les deux sont Rwandais ou d'origine rwandaise, nouveau terme pour désigner les nationalités douteuses dans la région des Grands Lacs.

En effet Museveni est parti en exil, quittant sa région natale Gisenyi, à l'âge de 9 ans. Il appartient à ces fameux Tutsis qui se nomment Abagogwe. Ses parents se sont établis à Karagwe (Tanzanie) où sa mère a fait

connaissance d'un Ougandais dont le nom est Amos Kaguta. La mère de Museveni a quitté alors son mari à cause de la pauvreté pour aller vivre en Ouganda avec Kaguta avec qui elle a eu un fils qui s'appelle Salim Saleh (général dans l'armée ougandaise). Quelques années plus tard, Museveni qui jusqu'ici s'appelait Nyandwi (7ème enfant en Kinyarwanda) a rejoint sa mère en Ouganda où il a dû changer ou transformer son nom pour se faire passer pour un Ougandais. Il s'est nommé Mu-Seven-i (Seven tant 7 en anglais); son nom reste toujours Nyandwi. Ces Tutsis sont des spécialistes dans l'usage de faux, ainsi Bizima=Bizimana, Karaha=Karahamuheto, Kabare=Kabarehe, Bugera=Bugerere. Puisque le nom Museveni est inconnu en Ouganda, il se justifie souvent que son (faux) père a servi dans le 7ème bataillon de l'armée britannique pendant la 2ème guerre mondiale, raison pour laquelle on lui a donné le nom Museveni. Ceci est faux parce que Amos Kaguta est inconnu dans l'armée britannique. Museveni est resté lié à son père et ses frères/soeurs qui étaient restés en Tanzanie. Ils les a rejoint plus tard à Dar-es-Salaam où ils l'ont aidé à financer ses études.

(Bahembera, @stud.uni-frankfurt.de, 9/10)

* Après la chute, le 12/10, de la ville de Kindu, les troupes rwandaises et ougandaises se sont affrontées le 4/10 à Beni avec comme enjeu, le partage du butin et du pouvoir en cas de la prise du pouvoir par le RCD. L'armée ougandaise qui a fourni un nombre important de troupes et de matériels revendique une place de choix au détriment des "coopérants" rwandais. (La Référence Plus - 16/10/98)

D'après le journal New Vision, Kampala a dépêché récemment le conseiller militaire présidentiel (et frère du président), le Général Salim Saleh comme médiateur au Rwanda pour tenter de régler le différend entre les troupes rwandaises et ougandaises qui opèrent en RDC.

De son côté, le journal rwandais semi-officiel New Times écrit, le 12/10, que le chef d'état-major le général James Kazini et son frère le lieutenant-colonel Jet Mwebaze, tué récemment dans un accident d'avion à la frontière de l'Ouganda et de la RDC, ont vu dans la guerre en RDC une véritable mine d'or. Cet appât

du gain avait inspiré le voyage de Mwebaze, parti acheter de l'or en RDC. L'article du New Times est rédigé par un officier des forces armées rwandaises qui servait auparavant dans l'armée ougandaise. Il répondait avec cet article à un reportage d'un journaliste ougandais du Monitor qui décrivait les soldats rwandais comme "indisciplinés, arrogants et colonialistes". (AFP, 14/10/98).

* Un cargo de 300 tonnes d'armes destinées à l'armée congolaise et commandées avant la nouvelle rébellion en août ont été interceptées dans le port de Das es Salaam sur indication d'officiers des FAC qui ont rejoint la rébellion et ont été déviées vers la rébellion dirigée par les Tutsi. Le cargo était arrivé à bord d'un bateau appartenant à la Chinese Ocean Shipping Line. Déjà l'an dernier, Human Rights Watch avertissait que la Tanzanie et l'Ouganda étaient utilisés comme points d'accès pour diriger des armes dans la région des Grands Lacs. (The Express, Dar es Salaam, 8/10/98).

* Les Etats-Unis ont entamé des négociations de haut niveau avec l'Ouganda pour tenter de convaincre ce pays de retirer ses troupes déployées dans la RDC, a affirmé le journal ougandais gouvernemental New Vision.

« Le conflit (en RDC) devrait être résolu par le dialogue. L'Ouganda, qui a des craintes pour sa sécurité, est un acteur clé de ce processus et nous souhaitons qu'il retire ses troupes pour que d'autres partent à leur tour de la RDC », a déclaré un haut responsable de l'ambassade des EU en Ouganda. (New Vision/AFP, 9/10)

D'autre part, l'ambassadeur des EU à Kinshasa, William Swing, a "condamné", le 15/10, "l'ingérence militaire extérieure qui vient de pays comme le Rwanda et l'Ouganda". C'est la première fois depuis le déclenchement de la rébellion qu'un représentant d'un pays occidental accuse nommément ces deux pays d'intervenir militairement en RDC et reprend à son compte les accusations du gouvernement congolais sur "l'agression" de la RDC par Kigali et Kampala. L'ambassadeur, qui a pris officiellement ses fonctions cette semaine, a ajouté: "Nous sommes ici pour soutenir le processus de transition du gouvernement du président Kabila" et "nous savons que la guerre bloque" ce processus. (Le Monde, 17/10)

* L'Envoyé spécial de l'Union européenne (UE) pour la région des Grands Lacs, Aldo Ajello, a déclaré que le Rwanda ne négociera pas au sujet de ses intérêts sécuritaires, mais qu'il est prêt à discuter d'autres aspects de la crise en RDC. M. Ajello, actuellement en tournée dans la région, a fait ces commentaires à l'issue d'une réunion avec le Vice-président Paul Kagame. Il a précisé que l'OUA et l'ONU étaient en train d'étudier la possibilité de déployer une force

de maintien de la paix en RDC. M. Ajello a ajouté que le président de la RDC était resté "très rigide" en ce qui concerne des pourparlers directs avec les rebelles du RCD. "Un jeu diplomatique se déroule actuellement", a ajouté M. Ajello (AFP-Irin, 9/10).

Par ailleurs, Mr Ayello a déclaré qu'il y avait deux obstacles majeurs à surpasser dans la recherche de la paix en RDC. "D'un côté, le Président Kabila n'admet pas l'existence de la rébellion, de l'autre, le Rwanda dément avoir des forces en RDC", a-t-il indiqué au quotidien belge 'La Libre Belgique'. M. Ajello a suggéré la tenue de pourparlers à deux niveaux: premièrement au niveau national afin de discuter de la question de la nationalité des Tutsis congolais, deuxièmement au niveau régional pour examiner les questions de sécurité aux frontières. Il a exprimé son inquiétude quant à une intervention des alliés de Kabila dans l'est de la RDC qui "pourrait entraîner une intensification et une véritable guerre africaine. Cependant, nous ne pouvons demander aux alliés de Kabila de ne pas bouger si l'autre côté ne fait pas la même chose. La rébellion doit par conséquent arrêter son offensive", a-t-il signalé. (Irin 27/10)

* *L'Assemblée paritaire ACP-UE* a adopté le 24/9, à Bruxelles, une résolution exigeant de la communauté internationale qu'elle s'intéresse d'urgence à la crise (humanitaire) au Congo tout en déplorant l'absence d'initiative de la part du Conseil des ministres de l'UE dans le conflit congolais et souhaitant une initiative de l'Union à l'égard de l'ensemble des pays africains impliqués dans la crise. En outre, elle condamne toutes les violations des droits de l'homme ainsi que la propagande ethnique et l'incitation à la violence; elle en appelle à un cessez-le-feu immédiat et au retrait sans délai de toutes les forces armées, ainsi qu'au plein respect de l'intégrité territoriale de la RDC; elle insiste sur le fait que toute négociation de paix doit associer l'ensemble des parties au conflit et doit reposer sur les principes énoncés dans la déclaration du Conseil de Sécurité des NU du 29/8, notamment le plein respect de la coexistence pacifique de tous les groupes ethniques et la tenue d'élections libres et démocratiques dans les meilleurs délais; enfin, l'Assemblée estime que la coopération ACP-UE avec la RDC est essentielle à la stabilité de la région et pour soutenir la démocratisation et le développement d'un pays qui se relève d'une dictature, et souligne que la fin de toute hostilité militaire, le respect des conventions internationales humanitaires et des droits de l'homme, l'instauration d'institutions démocratiques sont une condition préalable à la mise en oeuvre d'une telle coopération (sources propres 24/9. Voir le texte complet dans le doc. 10.98/1).

* Le président kenyan, Daniel Arap Moi, le président tanzanien,

Benjamin *Mpaka*, et le président ougandais, *Yoweri Museveni*, ont appelé au retrait de toutes les forces étrangères de la RDC et à la création d'une force internationale neutre de maintien de la paix, sous les auspices de l'OUA et de l'ONU. Ils ont réaffirmé la nécessité de trouver une solution pour les "vraies inquiétudes d'ordre sécuritaire" des pays voisins. Dans un communiqué en 9 points, les dirigeants ont exhorté à la sécurité pour les groupes marginalisés et à un dialogue politique incluant toutes les parties du pays. D'après 'East African', le sommet de Nairobi devait essayer de trouver les moyens de "sortir l'Ouganda du borbier congolais". (Irin, 19/10)

* D'après le journal kinois *L'Avenir*, des camions militaires ont déchargé, le 2/10, des troupes au village de Kassenga et de Sumbawanga en Tanzanie. Après le débarquement, elles sont montées sur un bateau qui mouillait dans le lac Tanganyika et ont traversé en se dirigeant vers la RDC. La destination finale de ces troupes était le village Moliro ou Moba dans le Katanga. (DIA 16/10/98 - *L'Avenir*).

* Les soldats rwandais ont une présence discrète mais avérée sur le front du conflit congolais, aux côtés des rebelles, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. Un officier rebelle a reconnu qu'environ 200 soldats et officiers rwandais avaient participé, au milieu de 9.000 rebelles, à la prise de Kindu. Juste avant la prise de Kindu, un groupe de journalistes avait croisé une compagnie d'environ 100 Rwandais armés de fusils AK47 se rendant vers le front, sur la route entre Kalima (80 km au nord-est de Kindu) et le pont Elila (à une trentaine de km de Kindu). Ces soldats parlaient le kinyarwanda plus que le swahili. Certains s'exprimaient en anglais, peu courant parmi les soldats Congolais. L'officier en charge de la section, qui ne parlait que kinyarwanda et français, interrogeait ses collègues congolais sur des questions aussi évidentes, pour un natif de la RDC, que la nationalité du chanteur Papa Wemba ou la principale langue du pays (lingala). Selon les pilotes des avions utilisés par la rébellion, de nombreux soldats rwandais sont présents sur les théâtres d'opération depuis le début de la rébellion le 2 août. Les feuilles de vol des avions montrent que les rotations entre le fief rebelle de Goma, Kigali et Kampala sont fréquentes. "C'est Kigali qui s'occupe des avions", a même indiqué un haut responsable rebelle. Les transmissions semblent être centralisées par l'Ouganda, car c'est dans ce pays que les chefs militaires rebelles téléphonent - ouvertement - à l'aide de téléphones satellitaires, pour obtenir des informations sur l'évolution des fronts. Un autre officier rebelle affirme avoir passé "3 mois en Ouganda dans un camp d'entraînement avec d'autres congolais", avant le

début de la rébellion. Selon le commandant Louis Ngizo Siatilo, un des chefs rebelles, des officiers rwandais sont présents pour servir "d'agents de liaison avec ce pays qui nous aide et nous soutient". "Mais la majorité des combattants qui sont ici sont des Congolais, certains sont des Banyamulenge d'expression rwandaise, d'autres viennent d'autres provinces". L'officier rebelle ayant demandé l'anonymat affirme quant à lui que les soldats rwandais sont là pour s'occuper des armes lourdes. "Les armes coûtent très cher et nous n'avons pas toujours les experts pour les utiliser, alors ils nous aident", précise-t-il. Des problèmes de communication se posent entre les soldats rwandais et leurs alliés rebelles, reconnaît-il: "nous ne parlons pas la même langue, nous n'avons pas la même culture militaire". (AFP, 14/9/98).

* D'après des sources gouvernementales zimbabéennes, les présidents Kabila et Mugabe se sont mis d'accord à Lubumbashi pour garder la porte fermement fermée aux entreprises sud-africaines qui veulent faire des affaires en RDC. Kabila aurait réaffirmé son engagement à accorder le statut de 'nation la plus favorisés' aux intérêts zimbabéens. Cet accord est considéré comme une sanction de Kabila contre Mandela qui est accusé d'appuyer indirectement les rebelles Tutsi à travers l'Ouganda et le Rwanda, à qui l'Afrique du Sud (Armscor) continuerait à vendre des quantités considérables d'armes lourdes, malgré des déclarations officielles contraires. (Zimbabwe Independent, 23/10/98).

* Depuis le début du conflit en août, 121 véhicules appartenant aux agents de l'Onu ont été réquisitionnés tant à l'Est du pays que dans le Bas-Congo (valeur: plus de 3 millions de dollars). Ces véhicules, surtout des tout terrains et des camions, étaient utilisés par Unhcr, le Pam et Unicef dans le cadre de leurs mandats humanitaires. Ces vols, ajoutés à l'insécurité du personnel et des biens des NU, ont contribué à l'arrêt des activités humanitaires des agences onusiennes dans l'Est du pays. Le système des NU a déjà officiellement protesté contre ces réquisitions illégales et continue d'insister que tous ces véhicules soient restitués afin que les agences puissent reprendre leur travail humanitaire. (DIA 18/10 - La Tempête des Tropiques).

* Le Conseil de Sécurité de l'ONU a exprimé le 22/10 son inquiétude quant à la détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire en RDC, et a exhorté à la fin immédiate des offensives militaires et des hostilités ainsi qu'au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Il est demandé à toutes les parties impliquées de n'entreprendre aucune action qui pourrait conduire

à une escalade du conflit, et le Conseil a exprimé son soutien aux efforts de l'OUA et la SADC ainsi qu'aux autres initiatives régionales visant à assurer un cessez-le-feu. Il a été demandé à toutes les parties impliquées dans le conflit de participer le 26/10 au sommet de Lusaka qui réunira les ministres des Affaires Etrangères et de la Défense d'Afrique australe, parce que ce sommet représente "une opportunité majeure... afin d'aider à mettre un terme à ce cycle destructif de violence dans la région". Les membres du Conseil ont également souligné la nécessité d'en terminer avec les violations des droits de l'homme ainsi qu'avec la culture de l'impunité pour pouvoir trouver une solution durable à la crise régionale. (Irin, 23/10)

* La conférence de Lusaka à laquelle participèrent une douzaine de pays africains "a adopté en principe un projet d'accord de cessez-le-feu ainsi qu'un mécanisme pour l'application et le contrôle d'un cessez-le-feu dans l'attente de consultations ultérieures avec toutes les parties concernées. La signature formelle de ce cessez-le-feu aura lieu ultérieurement. Ernest Wamba dia Wamba, l'un des dirigeants de la rébellion congolaise, a estimé que la réunion de Lusaka a été "une bonne réunion. (Mais) plus vite nous irons vers des pourparlers directs entre la rébellion et le gouvernement de Kinshasa, mieux ce sera; entretemps nous continuons de combattre", a-t-il déclaré.

De son côté, M. Karaha "chef de la diplomatie" de la rébellion a déclaré que seul un dialogue direct entre le gouvernement du président Kabila et la rébellion est à même de résoudre le conflit. Selon le communiqué final de Lusaka, la conférence "a établi un mécanisme pour l'implication des rebelles (congolais) dans la définition des modalités de mise en oeuvre du cessez-le-feu".

Les ministres réunis à Lusaka ont également décidé que "le contact avec les rebelles sera assurée "par la Zambie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, l'ONU, l'OUA et la SADC. (AFP, 27/10).

Documents pouvant être obtenus sur demande, par la poste.

RECINFO n° 10 / 98

Après avoir coché les documents souhaités, renvoyez cette souche au Secrétariat du REC, c/o NCOS, Vlasfabriekstraat 11, 1060 Bruxelles.

Nom:

Organisation:

Adresse:

E-mail :

1. *Le Plan Lemera* - extrait du nouveau plan de *colonisation tutsi dans le Kivu montagneux*, avec la variante 'imposition armée dans le Nord-Kivu', et la variante 'transfert tranquille' dans le Sud-Kivu. Commentaires par Kengo wa Dondo lors d'une conférence du NED à Washington fin juillet. Informations recueillies par Africa Information And Publishing Service AIPS, 27/07/98. 3 pp. Doc. 10.98/ 1
2. *Résolution sur la crise congolaise de l'Assemblée Paritaire ACP/UE* à Bruxelles (texte complet), 24/9/98, pp. Doc. 10.98/ 2.
3. *Société Civile du Nord-Kivu*: Analyse prospective de la situation socio-économique, en sept. 98. Avec: infos du terrain; éléments moteurs qui dictent le contexte; prospective pour les 6 mois à venir; place des ONG dans le contexte, défis et activités à mener. pp. Atelier d'analyse à Goma, le 4 et 8/9/98. Doc. 10.98/ 3.
4. Bulletin 'Droits de homme' n° 4 et 5, du Comité des Droits de l'Homme Maintenant, Kinshasa, 9 et 23/10/98. 2 x 7 pp. Doc. 10.98/ 4.
5. A la mémoire de Mgr Christophe Munzihirwa (Bukavu) assassiné il y a 2 ans: quelques extraits de ses paroles de paix, par le Comité de Solidarité Palermo-Bukavu. 3 pp. 29/10/98. Doc. 10.98/ 5.
6. Asadho: Plan pour la Paix en RDC proposé à l'OUA. Kinshasa/Genève, 3 pp., 10/10/98. Doc. 10.98/ 6.
7. Elections au Congo: Le peuple ne participera pas à une escroquerie électorale, par Prof. Thierry Nlandu Mayamba, Unikin. Sans date. 7 pp. Doc. 10.98/ 7.
8. Alerte, asbl (Goma), Des négociations piégées. 2 pp. 25/10/98. Doc. 10.98/ 8.
9. Report of mission to Bukavu (mid October, by Frank Van Acker/NCOS), en anglais, 31/10/98. Doc. 10.98/ 9.